



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES  
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI  
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

## **Arrêté du 26 août 2025**

**portant prescriptions complémentaires concernant les émissions atmosphériques des ateliers  
mécaniques pour l'exploitation des installations de la société PEUGEOT CITROËN  
AUTOMOBILES SNC à Sausheim et à Rixheim**

### **Le préfet du Haut-Rhin**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013136-0021 du 16 mai 2013 à la société PSA PEUGEOT CITROËN  
MULHOUSE SNC pour l'exploitation des ateliers mécaniques (dénommés B, C et D) à  
Sausheim et Rixheim en référence au titre 1er du Livre V du Code de l'environnement,

VU la demande de l'exploitant par courrier du 20 décembre 2024 pour l'adaptation des  
prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire des ateliers mécaniques n° 2013136-  
0021 du 16 mai 2013,

VU les compléments apportés à cette demande par courrier du 28 mai 2025,

VU le rapport de constats de la visite d'inspection du 19 mai 2025 de la Direction régionale de  
l'environnement de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des  
installations classées pour protection de l'environnement,

VU l'étude quantitative des risques sanitaires du 12 septembre 2024,

Considérant que l'étude de risque sanitaire conclut que le risque lié aux émissions  
atmosphériques du site est acceptable,

Considérant que les ateliers mécaniques contribuent faiblement au risque sanitaire global du  
site,

Considérant que la demande du 20 décembre 2024 concerne uniquement les flux de  
COVNM,

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer les flux de COV à mention de danger aussi dits COV spécifiques,

Considérant que suite à la visite d'inspection du 19 mai 2025, l'exploitant a complété sa demande par courrier du 28 mai 2025 avec un positionnement sur les flux des COV spécifiques,

Considérant que les flux demandés par l'exploitant sont en deçà des considérations de l'étude sanitaire et que ces flux correspondent aux concentrations actuellement réglementées,

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

### ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : la société PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES (Mécanique), désignée «l'exploitant» dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé route de Chalampe - BP 1403 - 68100 Mulhouse, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations situées à la même adresse sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Article 2 : les dispositions de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2013 concernant les COV sont remplacées par les dispositions suivantes

Les émissions de composés organiques volatils des activités définies à l'article 30-22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (application de revêtement sur support métal, plastique, hors peinture de caisses automobiles) respectent les dispositions suivantes :

Pour l'ensemble des émissaires ci-dessous, les concentrations des COV spécifiques sont les suivantes :

Paramètres	Concentration (mg/Nm3)
Concentration pour les COV à mention de danger H340, H350, H350i, H360D, ou H360F et les substances halogénées de mention de danger H341 ou H351	2
Substances de l'Annexe III de l'arrêté du 02/02/98 dès lors qu'elles ne présentent pas les mentions de danger ci-dessus	20

Les rejets atmosphériques (concentration et flux) pour chaque émissaire respectent les valeurs limites suivantes :

Bâtiment	Identification de l'émissaire	Concentration pour les COVNM (mg/Nm3)	Flux annuel pour les COVNM (t/an)	Flux annuel pour les COV spécifiques (t/an)
Mécanique B	Peinture moyen tambour séchage	110	1,8	0,18
Mécanique B	Peinture moyen tambour application	110	3,94	0,394
Mécanique B	Géomet II Refroidisseur	110	6,47	0,647
Mécanique B	Géomet II Cabine	110	2,72	0,272

Mécanique B	Géomet I (application et séchage	110	2,38	0,238
Mécanique D	Incinérateur	110	1,77	0,177
Mécanique D	Zone montée étuve cataphorèse	50	0,29	0,029
Mécanique D	Zone maintient étuve cataphorèse	50	0,0963	0,00963

Dans le cas particulier de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination des COV (notamment pour la cataphorèse) la valeur limite d'émission en COVNM exprimée en carbone total à la sortie des unités de traitement est de 20 mg/Nm<sup>3</sup> si le rendement est inférieur à 98 % et de 50 mg/Nm<sup>3</sup> au-delà.

La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée.

En tout état de cause, le flux des émissions canalisées et diffuses des ateliers mécaniques ne peut dépasser les limites suivantes :

- 19,5 t/an pour les COVNM
- 1,94 t/an pour les COV spécifiques

### Article 3 : modalités d'exécution

#### Article 3.1 : publicité

Une copie du présent arrêté est transmise aux maires de Sausheim et de Rixheim pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires de Sausheim et de Rixheim.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

#### Article 3.2 : frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### Article 3.3 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### Article 3.4 : sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre 1er du titre 7 du Livre 1er du Code de l'environnement.

### Article 3.5 : transmission à l'exploitant

Copie du présent arrêté est transmise à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

### Article 3.6 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, les maires de Sausheim et de Rixheim et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand'Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société Peugeot Citroën Mulouse (mécanique).

À Colmar, le 26 août 2025

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le directeur de cabinet,  
secrétaire général suppléant

signé

Thomas DIMICHELE

#### Délais et voies de recours (article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).